

Perpignan, le 15/02/2023

Préfecture
Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Mél : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n°PREF/DCL/BCLUE/2023046-0001

modifiant l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 autorisant la société PROVENÇALE à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de TAUTAVEL, afin de régulariser le périmètre d'autorisation et de mettre à jour le phasage d'exploitation

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1448 du 12/05/2005 autorisant la société PROVENÇALE à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de TAUTAVEL ;

Vu la demande déposée le 31/01/2023 par la société PROVENÇALE concernant la régularisation du périmètre d'autorisation et la mise à jour du phasage d'exploitation ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande (Rapport NGEC n°22C011 janvier 2023, Version 6) ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 03/02/2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations de la société PROVENÇALE sur ce projet transmises par courriel du 07/02/2023 ;

CONSIDÉRANT que la régularisation du périmètre d'autorisation de la carrière et la mise à jour du phasage d'exploitation ne constituent pas une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société PROVENÇALE, dont le siège social est situé 283 Avenue Frédéric Mistral CS40097 83175 BRIGNOLES Cedex, SIRET n°655 520 146 00219, est autorisée à poursuivre l'exploitation des verses dites « Nobel » et à modifier le phasage d'exploitation de la carrière dite de Nareda sur la commune de TAUTAVEL, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé modifié par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2-

Les prescriptions de l'article l'article 1-1 « Bénéficiaire de l'autorisation » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

La Société PROVENÇALE représentée par Mme Catherine DELFAUX, agissant en qualité de Présidente Directrice Générale de la Société PROVENÇALE, siège social situé 283 Avenue Frédéric Mistral CS40097 83175 BRIGNOLES Cedex, SIRET n°655 520 146 00219, est autorisée, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté :

- x à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs sur le territoire de la commune de TAUTAVEL (66),
- x à exploiter une station de transit de produits minéraux solides.

ARTICLE 3-

Les prescriptions de l'article 4 « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Caractéristiques principales de la carrière autorisée :

- x Nature du gisement : Calcaires – Marbres blancs ;
- x Méthode d'extraction : abattage du gisement à l'explosif et reprise par des engins mécaniques ;
- x Méthode de marinage : transport des matériaux par tombereaux ;
- x Traitement des matériaux valorisables en industrie : Installation de concassage-criblage fixe située sur la carrière dite de Montpins ;
- x Déchets d'extraction inertes : pour partie utilisés pour l'aménagement de la carrière (rampes et pistes d'accès temporaires), pour partie mis en place définitivement pour le réaménagement des banquettes, fosses et fronts finalisés, pour partie déposés en verses avec reprise éventuelle pour valorisation en BTP ;
- x Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 38,4 ha ;
- x Superficie totale du périmètre d'extraction : 24,4 ha ;
- x Quantité maximale estimée de stockage de déchets d'extraction inertes : 470 000 m³.

Les installations annexes, à savoir l'accueil du site, les bureaux, les locaux pour le personnel (sanitaires, vestiaire, etc.), les parkings (véhicules légers (personnel et visiteurs), poids lourds et engins), le pont bascule, l'aire étanche dédiée à la distribution de carburant et au lavage des engins... sont situées sur le site de la carrière dite de Montpins sur la commune d'ESPIRA-DE-L'AGLY.

ARTICLE 4-

Le tableau fixant la liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE de l'article 5 de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Activités	Critères	Régime
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) : 1° Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 (A)	Matériaux : calcaire Tonnage maximal à traiter 420 000 t/an	Autorisation
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	La superficie de l'aire de transit est inférieure ou égale à 4 ha	Enregistrement

ARTICLE 5-

Les prescriptions de l'article 6 « Conformité aux plans et données du dossier - modifications » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 6-

Les prescriptions de l'article 7 « Emplacement des installations » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Conformément aux plans annexés au présent arrêté, la carrière autorisée est implantée sur la commune de TAUTAVEL aux lieux dits La Narède et Coum d'en Matheu, partie des parcelles n°108, 109, 112, section A, zone classée en Ni du document d'urbanisme de la commune.

ARTICLE 7-

Les prescriptions de l'article 8 « Liste des textes applicables » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et notamment :

- l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517.

ARTICLE 8-

L'article 10 de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, est remplacé par l'article suivant :

Article 10 Clôtures, Pancartes, Bornage

Les bornes prévues par l'article 5 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières doivent pouvoir être visualisées facilement et de loin (vision de la borne précédente et suivante), en tenant compte de la végétation de garrigue.

En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Au moins une pancarte de signalement des dangers prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, doit être visible en tout point de la clôture.

➡ Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre ouvert à cet effet.

ARTICLE 9-

Les prescriptions de l'article 12 « Montant des garanties financières » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant minimum des garanties financières pour les périodes de cinq ans successives est fixé dans le tableau ci-dessous (indice TP01 (ID 1711007) : novembre 2022 (JO du 14/01/2023) : 127,3) :

Périodes	Montant en euros TTC
4 ^{ème} phase quinquennale, jusqu'au 12/05/2025	1 063 982,00 €
5 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 12/05/2025 jusqu'au 12/05/2030	1 034 346,00 €
6 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 12/05/2030 et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	938 387,00 €

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance :

- un mémoire précisant la situation de la carrière par rapport au phasage prévisionnel ;
- un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié ;
- la valeur de référence de l'indice public TP01 au moment de l'établissement des garanties financières ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- le calcul d'actualisation du montant au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 conformément aux dispositions suivantes :
 - x L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet, tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01, sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 10-

Le nouvel acte de cautionnement correspondant à la phase 4^e phase quinquennale, en cours, est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 11-

Les prescriptions de l'article 13 « Attestation de constitution des garanties financières » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 12-

Les prescriptions de l'article 35 « Eaux de pluie et eaux usées sanitaires » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont complétées par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales intérieures tombant sur les zones en exploitation, les verses, les stocks et les infrastructures sont canalisées et collectées au sein des fosses d'extraction ou de bassins de décantation.

La capacité de stockage, quel que soit le phasage d'exploitation, est suffisante pour pouvoir stocker, en tenant compte le cas échéant d'un débit de fuite maîtrisé, la totalité des eaux lors d'une pluie correspondante au maximum de précipitation mesuré sur 24h.

Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement sont conçus et aménagés de manière à être curables, et résister dans le temps aux actions physiques des effluents susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Ces contrôles doivent être consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations fixes de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de la carrière sont interdites.

ARTICLE 13-

Les prescriptions de l'article 41 « Surveillance dans l'environnement » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

La carrière est soumise à l'établissement d'un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

ARTICLE 14-

L'article 52 « Limitation des impacts paysagers » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, est complété par l'alinéa suivant :

Dans le secteur « Musée », les parties de fronts 375-390, 390-405 et 405-420 visibles depuis la Chapelle de Saintes Puelles, que ce soit ceux créés dans la nouvelle zone d'extraction ou les parties de fronts supérieurs existants, sont colorées afin d'en atténuer l'impact visuel. La coloration est réalisée dès la finalisation de l'exploitation du front considéré.

ARTICLE 15-

Les prescriptions de l'article 53 « Objectifs du réaménagement du site à l'arrêt des installations » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, sont complétées par l'alinéa suivant :

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : réaménagement en terrain naturel à vocation écologique.

ARTICLE 16-

L'article 60bis « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ci-après est ajouté à l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé.

Article 60bis Zones de stockage des déchets d'extraction inertes

Les verses sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique.

Les verses sont réalisées conformément aux préconisations qui ressortent de l'étude de stabilité annexée au rapport NGECE n°22C011 janvier 2023, Version 6, joint au porter à connaissance déposé le 31/01/2023 par la société PROVENCALE concernant la régularisation du périmètre d'autorisation et la mise à jour du phasage d'exploitation. En particulier :

- les verses sont constituées par 4 paliers superposés de 10m de haut, respectivement situés aux cotes de 325 m NGF, 335 m NGF, 345 m NGF et 355 m NGF séparées par des risbermes d'une largeur moyenne de 10m ;
- en cours d'exploitation, les talus et risbermes constituent un ensemble avec une pente maximale intégratrice de 3H/2V ;
- en fin d'exploitation, les talus seront remodelés avec une pente maximale intégratrice de 3H/2V pour limiter l'érosion par ruissellements des eaux de pluie ;
- Les remblais sont déposés puis poussés depuis le haut de chaque risberme et compactés à l'avancement ;
- Les eaux de ruissellement sur les plateformes et talus sont collectées et dirigées vers des exutoires identifiés et entretenus afin de faciliter l'évacuation des eaux de ruissellement, limiter les effets de ravinement et empêcher la propagation de matières en suspension en aval de la verse à stériles.
- Les modalités de déversement des produits et de surveillance de la verse sont définies dans une consigne.

ARTICLE 17-

L'article 61 « Réaménagement du site » de l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé, est complété par l'alinéa suivant :

Avant la fin 2023 la société PROVENCALE doit réaménager la partie de la verse « Nobel 335 » située hors périmètre de l'autorisation consistant en :

- x la récupération des matériaux afin de revenir au plus proche du terrain naturel et restaurer un fond de talweg en assurant une jonction propre avec des matériaux dont la couleur et la taille s'intègrent au paysage environnant ;
- x un recul de la tête de verse et une matérialisation par des jalons afin de pouvoir facilement vérifier le respect de la nouvelle limite d'autorisation.

ARTICLE 18-

Les plans figurant en annexe du présent arrêté remplacent le plan au 1/2500^e joint à l'arrêté n°1448 du 12/05/2005 susvisé.

ARTICLE 19-

Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 20-

Rappel des dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 21-

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- ✓ la commune de Tautavel spécialement chargées d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le Procès-Verbal de l'accomplissement de cette formalité ;
 - ✓ l'inspection de l'environnement en poste à la subdivision de la DREAL de Perpignan ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,


Yohann MARCON

ANNEXE : PLANS DE PHASAGE ET DE REMISE EN ÉTAT





